

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

- 1. 06. 2012

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées
37925 TOURS Cedex 9

Nos réf : SV/DALKIA SCBC/RAAPC/01.06.2012

Vos réf.:

DCTA3ic2/autorisation/SCBC/Tours/modifications/avis dreal

Affaire suivie par : Stéphane VIALLE

Vérifiée par : Maud GOBLET

stephane.vialle@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 16 – Fax : 02 47 44 63 89

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**

La Société de Chauffage des Bords du Cher (SCBC) projette une refonte significative des moyens de production calorifique de l'actuelle chaufferie. Les principales modifications portent notamment sur le démantèlement des cuves de fioul lourd (2 x 450 m³) et sur la construction d'un bâtiment abritant des nouvelles chaudières. L'exploitant a déposé un dossier de demande de mise à jour de l'autorisation d'exploiter suite aux modifications envisagées, celles-ci ne modifiant pas le régime de classement actuel des ICPE.

En parallèle de ce projet, il convient de finaliser la démarche, engagée au travers de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2008, de mise en conformité des prescriptions relatives aux installations avec la directive n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite IPPC.

Nous proposons également de regrouper les prescriptions fixées par les divers arrêtés antérieurs, en un document unique.

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

1.1 Nature des activités

La SCBC exploite une chaufferie et une unité de cogénération qui fournit de la chaleur et de l'eau chaude sanitaire aux quartiers des Rives du Cher, de Rochepinard et des Fontaines. L'installation thermique dessert environ 8500 équivalents logements. L'unité de cogénération fournit également de l'électricité qui est revendue sur le réseau géré par ERDF.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



1.2 Situation administrative de l'établissement

L'établissement a fait l'objet de :

- l'arrêté préfectoral n° 14 708 du 14 avril 1997 autorisant la Société de Chauffage des Bords du Cher à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie située 1 promenade de Florence à TOURS et à procéder à son extension par la mise en place d'une unité de cogénération ;
- l'arrêté préfectoral n°15 898 du 12 juin 2001 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral susmentionné ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°18455 du 30 octobre 2008 relatif aux installations exploitées par la Société de Chauffage des Bords du Cher située 1 Promenade de Florence à TOURS ;

Les installations soumises à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE sont :

- installation de combustion, rubrique 2910, puissance thermique maximale = 67.092 MW
- stockage de liquides inflammables, rubrique 1432, 2 cuves de fioul lourd de capacité unitaire de 450 m³ soit une capacité équivalente autorisée de 192 m³.

2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

2.1 Modifications principales projetées

En lieu et place des cuves de fioul lourd, il va être construit une nouvelle chaufferie. Les cuves de fioul lourd ont déjà été démantelées, l'exploitant a transmis à la préfecture un dossier de cessation d'activité pour ce stockage de liquides inflammables. Il n'y aura donc plus de stockage de fioul lourd sur le site. Une nouvelle chaudière consommera du fioul domestique en secours. Un réservoir enterré double enveloppe de fioul domestique de 80 m³ va donc être installé.

Les nouvelles chaudières vont être installées, en remplacement des chaudières actuelles qui vont être démantelées. Elles seront équipées de brûleurs bas-Nox, cette technologie est reconnue comme une Meilleure Technique Disponible par le BREF LCP (document de référence européen sur les grandes installations de combustion).

L'unité de cogénération existante n'est pas modifiée.

| | Avant | Après |
|------------------------------------|--|---|
| Chaudières | - 3 chaudières gaz naturel - 1 chaudière fioul lourd | - 2 chaudières gaz naturel - 1 chaudière mixte gaz naturel ou fioul domestique (FOD) |
| Stockages de liquides inflammables | - 2 cuves de 450 m ³ de fioul lourd - 1 réservoir aérien de 10 m ³ de FOD - 1 réservoir enfoui de 20 m ³ de FOD | - 1 réservoir enfoui double enveloppe avec détecteur de fuite de 80 m ³ de FOD |
| Dispositions constructives | Local chaufferie | Locaux sociaux |
| | Cuves de fioul lourd | Construction d'un nouveau bâtiment pour les nouvelles chaudières |

2.2 Impact des modifications sur la situation administrative

| rubrique | ICPE | Avant | | Après | |
|----------|-----------------------------------|---|--------|---|--------|
| | | Volume autorisé | régime | Volume autorisé | régime |
| 2910.A.1 | Installation de combustion | Puissance thermique maximale = 67.092 MW | A | Puissance thermique maximale = 67,092 MW | A |
| 1432.2 | Stockage de liquides inflammables | Capacité équivalente = 192 m ³ | A | Capacité équivalente = 3,2 m ³ | NC |

A : autorisation ; NC : Non Classée

Les modifications projetées constituent un changement notable, mais non substantiel, des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. En effet, la puissance thermique maximale autorisée des installations de combustion ne change pas et le stockage de liquides inflammables n'est plus soumis à autorisation.

En application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, il convient de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.512-31 dudit code.

2.3 Mise en conformité avec la directive IPPC

Les installations restent dans le champ d'application de la directive IPPC, car la puissance thermique maximale des installations est supérieure à 50 MW.

Les 3 nouvelles chaudières seront équipées de brûleurs bas-Nox et la chaudière mixte gaz naturel/FOD aura en plus un système de recirculation de 20% des gaz de fumées. Ces deux dispositifs permettent une réduction des émissions de polluants (NOx) et sont reconnus comme étant des Meilleures Techniques Disponibles dans le BREF LCP.

Le projet d'arrêté que nous proposons intègre les valeurs limites d'émissions fixées par la directive IPPC par l'intermédiaire des BREF.

Les normes de rejets des polluants atmosphériques seront donc en conformité avec la directive IPPC.

2.4 Refonte des arrêtés antérieurs

L'exploitation des installations de la SCBC est soumise au respect des dispositions fixées par les arrêtés préfectoraux du 14 avril 1997, du 12 juin 2001 et du 30 octobre 2008 précités. Nous proposons également, pour des raisons de simplification administrative d'abroger les dispositions des arrêtés précités et de les intégrer dans le projet d'arrêté.

2.5 Prise en compte de l'environnement par le projet

Les études d'impact et de danger ont été mises à jour et présentées dans le dossier.

2.5.1 ETUDE D'IMPACT

- Prévention des sols et des eaux

La suppression du stockage de 900 m³ de fioul lourd permet de réduire notablement les risques liés à la pollution des sols et des eaux souterraines. Le nouveau réservoir de fioul domestique aura une capacité de stockage de 80 m³, et une structure double enveloppe avec détecteur de fuite, ce qui réduit les probabilités de pollution des sols. Les canalisations seront double-paroi.

- Prévention de la qualité de l'air

Le fioul lourd (FOL) est supprimé au bénéfice du fioul domestique (FOD), dont la combustion est moins polluante.

La combustion de FOD rejette moins de polluant dans l'atmosphère que la combustion de FOL.

Le FOD sera utilisé comme combustible de secours en cas de pénurie de gaz naturel. Les autres chaudières ne consomment que du gaz naturel, qui est l'énergie fossile la moins polluante.

Les chaudières seront neuves et équipées de brûleurs bas NOx.

Les technologies utilisées sont référencées comme « meilleures techniques disponibles » et les rejets atmosphériques respecteront la réglementation.

- Déchets dangereux

Les productions de suies seront supprimées, du fait de l'abandon de l'utilisation de fioul lourd.

- Prévention du bruit

Le nouveau bâtiment qui va abriter les chaudières sera isolé phoniquement.

2.5.2 ETUDE DE DANGERS

L'étude de dangers a retenu les risques majeurs suivant :

- une explosion de gaz survenant dans la chaufferie par rupture du réseau.
- une pollution du milieu naturel par déversement accidentel de fioul domestique.

Dans le cas de l'explosion de gaz, l'étude démontre que les seuils des effets létaux et irréversibles sont intégralement confinés dans les limites parcellaires de l'établissement.

En cas de déversement accidentel, les effluents potentiels seront collectés par le réseau d'eaux pluviales. Celui-ci est équipé en aval d'un séparateur à hydrocarbure équipé d'un obturateur automatique. L'étude conclut que le risque d'écoulement de produit polluant dans le milieu naturel est maîtrisé.

3. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Les modifications projetées apportent un bénéfice environnemental indéniable (mise en place de chaudières neuves équipées de brûleurs bas-Nox, suppression des risques liés au stockage de 900 m³ de fioul lourd et abandon de la consommation de ce combustible) et ne modifient pas le régime administratif autorisé actuellement.

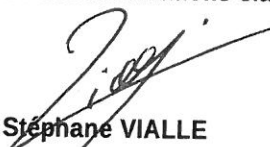
L'exploitant a présenté un dossier de mise à jour des études d'impact et de danger qui démontrent que les modifications des installations n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement.

complémentaires dans les formes prévues à l'article R.512-31 dudit code. Un projet de prescriptions est joint en ce sens au présent rapport.

De ce qui précède, l'inspection des installations classées est d'avis de considérer favorablement, la demande de la SCBC de mettre à jour la situation administrative relative au projet de modifications des installations

L'Inspection des Installations Classées soumet également à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ce projet d'arrêté.

L'inspecteur des installations classées



Stéphane VIALLE

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement du Territoire et des Installations Classées

Copie à : DREAL - SEIR

**Pour le Directeur
La Chef de la Subdivision Environnement
Risques Chroniques et Déchets**



Maud GOBLET

